

Femmes : le combat pour les droits égaux

dimanche 15 novembre 2009, par [SPILLMANN Anna](#) (Date de rédaction antérieure : 8 octobre 2009).

Savez-vous pourquoi en Suisse les femmes ont pu étudier le droit ou la médecine près d'un siècle avant d'avoir accès aux urnes ? Que Genève fut le premier canton à accorder des droits civils aux femmes ? Qu'en 1872 Marie Goegg édite « Solidarité » ? En juin dernier, l'Association suisse pour les droits de la femme fêtait son centenaire. Pour marquer l'événement, elle offrait au public un ouvrage magnifique paru aux éditions Schwabe.

Sur quelque 400 pages, *Der Kampf um gleiche Rechte* - Le combat pour les droits égaux retrace la lutte difficile et bientôt centenaire pour les droits égaux. Les éditrices de cet ouvrage donnent la parole à une trentaine d'historiennes en laissant chacune d'elles s'exprimer dans sa langue maternelle. Il y a une vingtaine de contributions, dont huit rédigées par des francophones. Le livre contient en outre de brèves biographies des protagonistes de la lutte pour les droits égaux, tantôt en allemand, tantôt en français. Précédés d'une introduction de Ruth Dreifuss, les textes sont agréablement illustrés. La première partie intitulée « La Suisse, coalition d'hommes » retrace les discriminations dont les femmes étaient victimes, il n'y a pas plus d'un siècle. Le deuxième chapitre nous parle de la création de réseaux nationaux et internationaux, sur lesquels se sont appuyées les suffragettes de l'époque. Après la description des stratégies de la lutte pour les droits politiques, nous arrivons au chapitre passionnant sur les alliances pour la réalisation de l'égalité en droit. Dans son article sur « La création et les débuts des premiers groupes suffragistes », Corinne Dallerà trace une fine analyse des origines de ces groupes, qui sont d'inspiration chrétienne protestante. La même chercheuse nous livre une biographie d'Auguste de Morsier (1864-1923), journaliste et féministe convaincu, membre fondateur de l'Association genevoise pour le suffrage féminin et par la suite premier président de l'Association suisse.

Six générations de femmes en lutte

A la lecture du livre, nous voyons défiler six générations de femmes qui, avec des hommes à leur côté, luttent pour leurs droits. Les toutes premières demandent seulement la reconnaissance comme êtres humains, puisque la qualité d'êtres doués de raison et capables d'apprendre est réservée aux hommes. Par la suite, elles luttent pour l'obtention de quelques droits civils : l'introduction du mariage civil est décidée en 1874 et en 1881, au niveau fédéral seulement, l'institution de mise sous tutelle des femmes est abolie.

Une contribution des plus intéressantes est celle de Elisabeth Joris, qui retrace très clairement, sur moins de dix pages, la genèse et les péripéties de l'initiative populaire acceptée en votation le 14 juin 1981. Dans une excellente contribution, Nicole Gysin expose comment les militantes féministes introduisent l'idée des quotas dans leurs partis (POCH, PS), mais n'arrivent pas à convaincre en votation populaire. Avec son article sur la féminisation de la langue, Simone Chapuis-Bischof aborde un domaine de prime abord différent. Elle examine la pratique tant au niveau fédéral que cantonal et conclut qu'au moins pour les francophones, « la bataille est loin d'être gagnée et les féministes ont encore du pain sur la planche ».

L'université cherche des clientes

Pas facile de conseiller un article à lire pour qui veut juste se faire une idée du livre. Mon coup de cœur va à la contribution de l'historienne Nathalia Thikanov-Sigrist. Elle expose comment la Suisse est devenue, malgré tout, un des premiers pays à admettre des femmes à l'université : au tournant du XX^e siècle, dans ce pays de 3'300'000 habitants, l'offre de places d'études des sept établissements supérieurs dépassait largement la demande. Dès lors, les universités suisses décidèrent de modifier leurs statuts et d'ouvrir les études aux femmes, espérant ainsi d'attirer la clientèle étrangère. De toute façon, ces diplômées ne risquaient pas de devenir concurrentes de leurs collègues masculins, car l'exercice des professions libérales (médecine, droit) était réservé aux hommes ayant réussi les examens fédéraux de capacité.

Remarquable aussi, le texte de Corinne Dallera, qui nous parle de la création des premiers groupes suffragistes en Suisse romande, des femmes de la bourgeoisie et de celles des classes moyennes qui s'organisent.

Si les lectures en allemand ne vous découragent pas, je vous recommande les contributions de Carole Arni « Republikanismus und Männlichkeit in der Schweiz » (Républicanisme et virilité en Suisse) et de Regina Wecker « Das Ringen um die Gleichstellung in den Sozialversicherungen » (Le combat pour l'égalité dans les assurances sociales).

Le bilinguisme du livre risque de faire obstacle à une large diffusion, trois cinquièmes des textes étant rédigés en allemand, mais il présente l'intérêt de démontrer quels sujets tiennent à cœur de manière différenciée aux chercheuses alémaniques et romandes. Je suis certaine que ce bel ouvrage fera le bonheur de beaucoup de lecteurs et lectrices. Les historien·ne·s pourront puiser dans une mine d'informations ; les féministes s'amuseront ; les lecteurs de solidaritéS auront le grand plaisir de découvrir le combat de six générations qui luttèrent toute leur vie pour un idéal.

Anna Spillmann

P.-S.

* Paru dans le bimensuel suisse « solidaritéS » n°155 (08/10/2009), p. 12.